

Une politique énergétique bien française

Grands Corps et Energies Renouvelables : le non-dit et son corollaire

Jacques Roturier
Docteur-ès-Sciences Physiques

Résumé

Après plusieurs décennies de travaux scientifiques concernant les politiques énergétiques et leurs enjeux environnementaux, mon intime conviction s'est établie. Le non-dit de la politique énergétique française et son corollaire impactent deux démarches majeures : d'une part, le "Laissez-Faire" face aux énergies renouvelables et, d'autre part, l'absence d'une démarche réellement volontariste portant au plus haut la Maîtrise de la Demande d'Energie. A propos de celle-ci, il est nécessaire de regarder de près les bénéfices qu'en retirent un pays européen, la Suède ainsi que l'un des Etats les plus dynamiques des USA, la Californie

Le Plan Messmer (1974) a mis en place cette Politique énergétique pour, officiellement, permettre à la France d'acquérir une plus grande indépendance énergétique et limiter ainsi les conséquences du premier choc pétrolier (et des suivants) via la production d'électricité d'origine nucléaire. Mais, comment ne pas se demander si cet objectif industriel, ne serait pas tout à la fois un élément majeur du principe d'indépendance nationale, acté dès 1945 par le Gouvernement Provisoire du Général de Gaulle, et son incontournable et essentiel support technologique. En effet, depuis cette date, trois phases significatives de l'évolution de cette politique en témoignent, parfois *a contrario* :

- Deux démarches parallèles se sont succédées durant la première (1945-1958), après l'ordonnance de création du CEA dont le premier Haut-Commissaire fut Frédéric Joliot-Curie, Prix Nobel de Physique. Sur le plan international, celui de la guerre froide, il était alors admis que la puissance politique et surtout militaire des USA garantissait notre sécurité au prix de notre mise sous tutelle, toutefois (cf. l'éviction de F. Joliot-Curie en 1950 durant la guerre de Corée). Notre industrie nucléaire fut cependant créée sur la base de la filière dite-française : Uranium naturel-Graphite-Gaz mais aucun des acteurs n'ignorait alors que cette filière ne pouvait répondre aux exigences d'une force de frappe crédible, objectif premier du CEA. Ainsi, les changements cruciaux tant technologiques que politiques nécessaires furent donc, quant à eux, pilotés discrètement sous la direction de Francis Perrin alors Haut-Commissaire à l'Energie Atomique (cf. sa biographie Wikipedia¹)
- La deuxième phase (1958-1973) commence avec le retour au pouvoir du Général de Gaulle qui rendant, *de facto*, impossible le maintien de la tutelle des USA, impose un réexamen complet de toutes les options antérieures. Si notre politique énergétique en est ainsi fortement impactée, rien ne changeait par contre pour le Royaume-Uni et la RFA pour lesquels le problème nucléaire était de nature très différente. Il a fallu, dans l'ombre, redéfinir complètement le cycle du combustible comme la maîtrise du contrôle de la réaction en chaîne dans un engin explosif et, surtout, appréhender les technologies de production intensive de Plutonium au sein de réacteurs nucléaires plus compacts. Ainsi préparé de longue date, le site d'essais de Reggane au Sahara algérien fut construit en moins de 2 ans, les premiers tirs débutant en 1960. Quant au changement de filière, après de longues et discrètes négociations, le choix s'est porté sur la technologie PWR (Pressurized Water Reactor) développée aux USA. Dans tous ces domaines, un accord de principe étant acquis au début des années 1970, leur mise en œuvre a toutefois attendu patiemment le bon signal ... Qui arriva enfin, à l'automne 1973, avec l'embargo de l'OPEP.

¹ « ... Nommé haut-commissaire du [Commissariat à l'énergie atomique](#) (CEA) en 1951 — en remplacement de [Joliot-Curie](#) destitué parce qu'il s'était opposé à la recherche militaire —, Francis Perrin constitue un lobby d'une douzaine de personnes, composé d'hommes politiques comme [Chaban-Delmas](#), [Bourguès-Maunoury](#) et [Félix Gaillard](#), d'officiers, comme les généraux [Ailleret](#), [Gallois](#) et Crépin, de technocrates comme [Pierre Guillaumat](#) et [Raoul Dautry](#) ou de scientifiques comme [Yves Rocard](#) et [Bertrand Goldschmidt](#), qui se révélera extrêmement efficace. Ce lobby imposera aux gouvernements successifs de la IV^e République une recherche intensive pour permettre à la France de disposer de l'arme nucléaire en dehors de tout contrôle politique véritable. Des départements secrets seront constitués au sein du CEA pour mener à bien cette politique dès 1954. Le [général de Gaulle](#) sera tenu informé des travaux pendant sa [Traversée du Désert](#) (1953/1958), notamment par [Chaban-Delmas](#). Quand il revint au pouvoir en 1958, l'avance des travaux était telle que la date du premier essai nucléaire était déjà fixée à 1960. Francis Perrin quitte la fonction de haut-commissaire du CEA en 1970 et se consacre à l'enseignement au Collège de France et à des travaux scientifiques ... »

- La troisième phase (1974-2007) débute donc sans réel débat, compte-tenu du contexte politique (maladie et décès du Pdt Pompidou), mais beaucoup d'enthousiasme. Pratiquement toute la classe politique et une très large majorité de citoyens se félicitèrent du si bref délai écoulé entre l'embargo et la mise en place effective du programme électronucléaire avec le couplage au réseau de la première tranche prévue au Plan Messmer, celle de la centrale de Fessenheim en 1977. Une telle rapidité fut évidemment attribuée à la qualité (bien réelle) de nos chercheurs et ingénieurs, le long travail effectué durant les années antérieures étant occulté afin de ne pas laisser suspecter la moindre corrélation entre cette première transition énergétique et le programme militaire. Comme aujourd'hui me semble-t-il ! Cette longue période a vu se dérouler un débat parlementaire (Automne 1981) puis deux débats nationaux Energie et Environnement (1994 et 2002) associant responsables politiques et économiques et citoyens. Tous ont affiché un unique objectif : actualiser le Plan Messmer et, implicitement, renforcer son acceptabilité par la population notamment en satisfaisant certaines revendications liées à la Protection de l'Environnement par exemple la création de l'AFME en 1982 et, 10 ans plus tard, son extension en Ademe. Ayant encore un mémoire, les difficultés de mise en place de l'AFME, je puis dire que son implantation fut, au mieux, tolérée par les services de l'Etat. Tout au long de cette phase, « économies d'énergie » comme « énergies renouvelables » demeurèrent des éléments de langages convenus dans nombre de déclarations officielles sans recevoir, pour autant, une très grande attention. Le « Grenelle de l'Environnement » de 2008, a achevé ce cycle mais en a aussi accentué les traits. En fait, cette troisième phase est caractérisée par l'hyper volontarisme d'une seule exigence : maintenir au niveau le plus élevé possible la production électronucléaire. De ce seul et véritable dogme de la Vème République, toute personne aspirant aux plus hautes fonctions de l'Etat est imprégnée. Implicitement intégré à la culture scientifique, économique ou politique des membres des « Grands Corps de l'Etat » il s'impose donc à eux, *de facto*, dans leurs missions successives y compris en éliminant tout obstacle susceptible d'entraver sa mise en œuvre. L'ignorer est susceptible d'être lourd, très lourd de conséquences ... Cela s'est déjà produit !

Mon banal constat est donc celui de l'existence d'un **secret de Polichinelle** finalement transformé en **non-dit** depuis plusieurs dizaines d'années : ***plus d'électricité nucléaire pour plus de Plutonium***. Ce qui me paraît en être un corollaire, je le formule ainsi : ***concernant les technologies susceptibles de concurrencer les centrales nucléaires (hormis l'hydroélectricité bien entendu dont le coût actuel d'exploitation est quasi nul), pas d'excès de zèle mais lourde insistance sur les contraintes économiques et (autre paradoxe) environnementales***. J'avais commencé à le pressentir durant les premières années de l'AFME/Ademe et les débats cités plus haut l'ont chaque fois rendu de plus en plus évident. Comme, par exemple, l'analyse très critique des aides publiques aux installations de cogénération que fit un des Grands Corps il y a une vingtaine d'années. Ou l'évolution de la compétence « Energies Renouvelables » (attribuée au « Commissariat à l'Energie Solaire » (le Comes créé en 1976), transférée à l'AFME (créée en 1982) et maintenue à l'Ademe (créée en 1992)) puis transférée, de façon surprenante, au CEA (devenu ainsi le CE2A2) en 2008. Ne s'agirait-il pas d'une volonté politique de la contrôler beaucoup plus étroitement ? Et aussi, en 2010, l'inquiétude du maire d'une grande ville soulignant l'opposition des Bâtiments de France aux installations photovoltaïques en toiture. Ou ce projet de loi déposé par des sénateurs en 2016 interdisant de construire un parc éolien dans un rayon de 10 km autour d'un site classé et plus récemment la décision d'un préfet bloquant un projet de parc éolien pour "**risque de saturation visuelle**" ...

En 2012, le Débat National sur la Transition Énergétique prévoyait de limiter à 50 % la contribution de l'électricité nucléaire et la fermeture de la centrale de Fessenheim en 2020. Sans surprises, cette prévision rencontrant, toutes orientations politiques confondues, plus d'oppositions que de soutiens, est désormais repoussée à 2030 au plus tôt ! Dans ce contexte, non ambigu, oserais-je espérer que la PPE-2018 dénonce l'hypocrisie actuelle ? Puis-je seulement insister sur le caractère incontournable de la Maîtrise de la Demande d'Energie ? En Suède, issue du référendum de 1979, son efficacité y est depuis longtemps avérée avec, par exemple, une intensité carbone meilleure que la nôtre (948 kgCO₂ contre 1419 en France *in* « Eu energy in figures - Statistical Pocketbook2016 »). Comme aussi, de façon encore plus spectaculaire, en Californie

comme démontré par « The Rosenfeld Effect » (Annexe 1). Un objectif atteint grâce à une politique volontariste et un suivi au moins aussi puissants que notre programme électronucléaire !

Talence 24 Juin 2018

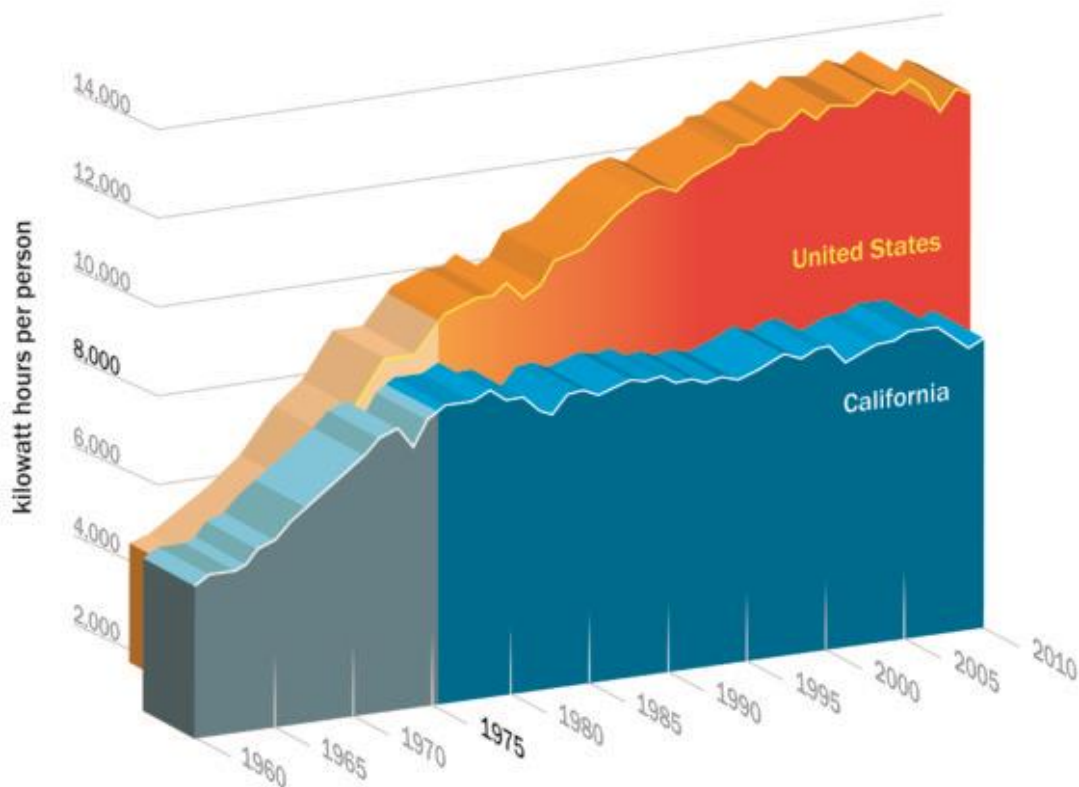
Jacques Roturier (https://www.researchgate.net/profile/Jacques_Roturier)

Annexe 1

(<https://newscenter.lbl.gov/2017/01/27/art-rosenfeld-californias-godfather-energy-efficiency-90/>)

“The Rosenfeld Effect”

Total per capita electricity use has stayed relatively flat in California in the last four decades while it has risen sharply in the country as a whole. This is often credited in part to Berkeley Lab physicist Art Rosenfeld’s influence on California energy policy. Rosenfeld started championing energy efficiency in the early 1970s as a cost-effective strategy to save energy resources and reduce customer energy bills.



17-FW-3203

Credit: Lawrence Berkeley National Laboratory